
Communiqué de la fédération SUD éducation

Non seulement ils suppriment des dizaines de milliers de postes, mais ils veulent maintenant virer nos collègues: la solidarité doit être à la hauteur !

Promu Ministre du travail pour l'ensemble de son œuvre de casse du service public d'éducation, X. Darcos a tenu à parachever son mandat en annonçant seize mille suppressions de postes supplémentaires dans l'éducation pour le budget 2010. Dans le même temps, la répression des résistances et les sanctions prennent une ampleur nouvelle qui est particulièrement inquiétante.

Erwan Redon, Professeur des écoles à Marseille, est convoqué le 7 juillet à une commission disciplinaire : il risque le licenciement. Il a reçu le 24 juin un courrier de l'IA lui faisant savoir que si le conseil de discipline ne peut se tenir "pour des raisons de quorum ..." le 7 juillet, comme prévu, il se réunira le 10 juillet.

Le 24 juin également, le premier Professeur des écoles à être entré cette année en désobéissance pédagogique ouverte, en écrivant à sa hiérarchie son refus d'appliquer les contre-réformes, Alain Réfalo, a reçu ce matin la visite d'un huissier lui signifiant une convocation pour un conseil de discipline à Toulouse le 9 juillet (motifs : désobéissance, incitation à la désobéissance collective, manquement au devoir de réserve, attaque publique contre un fonctionnaire de l'EN) ; l'administration se situe sur le terrain des fautes professionnelles passibles de sanction dans une gamme allant du blâme à la radiation.

La concomitance de ces deux annonces n'est le fait du hasard, elle est manifestement l'effet de consignes ministérielles : des sanctions doivent tomber début juillet, pour casser la résistance au moment où toute une partie des collègues sont en vacances.

De même, la simultanéité de l'annonce des nouvelles suppressions de poste et de ces procédures disciplinaires est significative : les politiques de démantèlement du service public et la déferlante répressive sont deux faces de la même politique libérale-sécuritaire, typique du projet néo-conservateur de Sarkozy et de son gouvernement.

Ces deux collègues risquent de perdre leur emploi. La solidarité pour empêcher les sanctions doit être à la hauteur des enjeux. Il s'agit bien entendu de défendre l'emploi d'Erwan et d'Alain, de défendre leurs droits. Il s'agit aussi de ne pas laisser la répression et la peur entraver la résistance à la régression sociale et éducative généralisée. Mais l'enjeu est également de ne pas laisser un précédent se réaliser : l'objectif du gouvernement est bel et bien d'en finir avec la garantie de l'emploi des fonctionnaires d'État.

A côté des projets de destruction des statuts, la menace de licenciement ou de radiation pour faits de résistance vise à mettre au pas la profession en signifiant à tou-te-s que la sécurité de l'emploi, c'est terminé. L'entreprise gouvernementale/patronale de la précarisation de la vie des salarié-e-s dans leur ensemble passe par là.

La fédération SUD éducation:

- réaffirme son soutien plein et entier à Erwan Redon et Alain Réfalo, ainsi qu'à tous les collègues qui sont menacé-e-s de sanction pour avoir tenté de résister aux politiques de casse du gouvernement,
- exige l'abandon immédiat des procédures disciplinaires à leur encontre et la levée des sanctions contre tou-te-s les militant-e-s, dans l'éducation et ailleurs,
- appelle à amplifier la solidarité et à :
 - Signer la pétition contre le licenciement d'Erwan Redon (<http://www.soutiernerwanredon.org>)
 - Participer au rassemblement le 7 juillet devant l'inspection académique de Marseille à partir de 9h, au moment de la commission disciplinaire à l'encontre d'Erwan Redon
 - Participer aux actions de solidarité avec Alain Réfalo, dont les modalités seront communiquées prochainement.

Nous appelons le nouveau Ministre de l'éducation, Luc Chatel, à éviter de commencer son mandat en mettant à la porte nos collègues.

Saint Denis , le 25 juin 2009.